

HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE

Option scientifique

Dominique HAMON

Sujet : la France et les Français face aux grands défis économiques et géopolitiques des trente dernières années

Sauf à prétendre que la France n'existe pas dans l'histoire, la géographie et la géopolitique du monde contemporain, un sujet sur la France, au format large, était souhaitable et inévitable. Du reste, si les **documents annexes** ne fournissaient pas toute la matière (la dissertation n'est pas un commentaire de documents, encore moins leur paraphrase), ils proposaient de nombreux points d'appui à une réflexion substantielle. Sur le plan économique, ils évoquaient le défi de l'indépendance énergétique (*importations nettes en % du PIB*, au moment du 2^{ème} choc pétrolier) ; le défi de la *croissance* dans un monde de plus en plus libéral (*privatisations*) et concurrentiel, donc le défi du *solde commercial* et de la *compétitivité* par la *désinflation*, l'innovation et les mutations sectorielles (*emploi industriel, pôles de compétitivité, Internet*) ; le défi du développement durable (*Grenelle de l'environnement*) ; le rôle de l'Etat (*fonctionnaires, dette publique*). Avec les *cartes*, le candidat pouvait analyser succinctement la géographie du PIB par habitant (évolution depuis 1990 et inégalités en 2008), la ligne Le Havre-Marseille, l'effet d'agglomération renforcé par la mondialisation (Ile de France, Métropoles régionales, technopôles). Sur le plan social, les documents faisaient penser au *chômage* conjoncturel et structurel, à l'assouplissement du marché du travail et à la précarité (*emplois atypiques*) et même à la *pauvreté*, au défi de l'intégration des immigrés et de leurs enfants (*étrangers*), au « modèle social » français (*femmes actives, fonctionnaires, taux de redistribution sociale*), aux défis du vieillissement de la population (*fécondité, santé, retraites*). Sur le plan géopolitique, ils rappelaient l'évolution du contexte de la Guerre froide au monde multipolaire, donc le rôle de la France dans le multilatéralisme (du G7 au G8 puis au G20 en passant par *l'Union européenne*) ; les relations avec l'Afrique (*sommet de La Baule*) ; l'engagement de la France et de ses capacités militaires dans une zone nouvelle par rapport à sa tradition historique (*Afghanistan, Base d'Abu Dhabi*). Conclusion : les lacunes totales, par exemple sur le défi énergétique ou le défi écologique, ne sont pas imputables à une défaillance de la mémoire mais à un défaut d'attention.

Le **défi** contient l'idée de compétition, renforcée par **face à** qui suggère la confrontation, l'adversité, l'opposition. Dans le nouvel ordre économique et géopolitique mondial qui se met en place au cours des **trente dernières années** (tournant de 1979-80), la France est plus que jamais mise en demeure de se mesurer aux autres pays du monde. Les défis ne sont pas seulement allemands, américains, chinois, ils viennent de partout, ils sont économiques et géopolitiques. La France est concurrencée, contrariée dans ce qui lui tient le plus à cœur, menacée de perdre son rang, si ce n'est son identité. Mais, à défaut de résoudre toutes les contradictions, on peut relever les défis par des réponses visant à résister ou à s'adapter aux pressions du contexte.

La France, comme entité stato-nationale dirigée par les détenteurs des pouvoirs politique et économique, est exposée à de **grands défis économiques**, en termes globaux (classements ; compétitivité et attractivité du territoire national mesurées par les soldes commerciaux, financiers et humains ; développement durable) et sectoriels (indépendance énergétique, désindustrialisation, puissance agro-alimentaire). Les

stratégies et politiques destinées à relever les défis sont mises en oeuvre par l'Etat, les grandes entreprises (concentration, restructuration, internationalisation, spécialisation) et les PME. La recherche & développement, l'innovation, la formation de la main d'œuvre concernent autant les pouvoirs publics que les acteurs privés. La « croissance verte », vantée par certains comme une solution à plusieurs problèmes en même temps, pose l'immense défi de l'opposition des échéances, entre le long terme des résultats positifs et les coûts immédiats, financiers, psychologiques et sociaux, qu'il s'agisse de la « sortie du nucléaire », de la mise au normes techniques des logements, des transports pour les trajets domicile-travail, ou des habitudes alimentaires (fruits de saison plutôt qu'importés de l'hémisphère sud).

L'économie (le géopolitique aussi) implique toujours le **social, même quand l'adjectif ne figure pas dans le libellé du sujet**. Les candidats avaient d'autant moins d'excuse pour oublier les dimensions démographiques, sociales et culturelles des défis que les documents s'y référaient explicitement, et que le sujet introduisait une distinction entre **la France et les Français**. Les « exigences » de la mondialisation libérale défient ce qu'il est convenu d'appeler le « modèle français », caractérisé par la conception civique de la nation, la « passion de l'égalité », le rôle central de l'Etat particulièrement dans la sphère économique et sociale. Les aspects sociaux objectifs et mesurables sont à la fois les conséquences et les conditions de la compétitivité économique, qui concerne différemment les Français selon qu'ils sont salariés (plus ou moins qualifiés), chômeurs, retraités, consommateurs, actionnaires etc. Les défis et les efforts entrepris pour les relever présentent d'étroites corrélations entre la compétitivité économique, l'emploi (marché du travail, chômage), la protection sociale (assurances des risques, coût du travail,) et les Finances publiques (dépenses sociales/prélèvements obligatoires, déficit public, dette). Bref, comment faire vivre la solidarité dans une économie ouverte ? Comment faire droit aux aspirations individuelles sans renoncer à la justice sociale ? Au-delà de ces défis, la mise en exergue des Français incitait les candidats à s'interroger sur les représentations culturelles et les tendances de l'opinion publique. Les stratégies mises en oeuvre par les grands acteurs publics et privés diffèrent des sentiments et réactions des Français. Dans des proportions variables mais significatives, les Français vivent très mal la mondialisation, sont hantés par le déclin du pays et/ou leur propre déclassement, taraudés par le pessimisme et enclins au repli (protectionnisme, euroscepticisme, rejet des étrangers) et même au refus des défis. La société française est souvent présentée comme une société bloquée, rétive aux réformes, condamnée aux soubresauts. Mais on peut souligner aussi la capacité des Français à vouloir et accepter d'importants changements : la décentralisation institutionnelle, l'émergence des Métropoles régionales et la mobilité accrue par le rétrécissement de l'espace-temps national ; l'assouplissement du marché du travail ; la diffusion rapide des nouvelles technologies.

Les **défis géopolitiques** peuvent se résumer à une question : comment la France peut-elle préserver son influence sur la scène internationale ? Les Présidents de la République, soutenus par une large majorité de Français nostalgiques de la grandeur passée, s'appliquent à maintenir l'héritage gaulliste : l'indépendance stratégique, la capacité militaire de projection, le non alignement sur Washington, le partenariat privilégié avec Moscou, Pékin et Brasilia, la « Françafrique ». La volonté nouvelle de la France de subordonner son action extérieure au respect des droits humains par ses interlocuteurs – un vrai défi qu'elle se lance aussi à elle-même – échoue contre plus fort qu'elle (la Chine) et plus faible (l'Afrique noire). Pour autant, le monde a beaucoup changé depuis trente ans, et la France a infléchi sa politique extérieure dans deux domaines :

- la disparition du bloc soviétique, les guerres de Yougoslavie et les attentats du 11 septembre 2001, aboutissent à un net renforcement de l'ancrage occidental et atlantiste : l'armée française, toujours aussi aguerrie, intervient dans le cadre juridique de l'ONU (sauf pour le Kosovo), parfois sous la bannière de l'Union européenne, mais surtout avec l'OTAN jusqu'à rejoindre en 2009 son commandement intégré ;
- le recul de la France en Afrique subsaharienne, souvent interprété comme un signe d'affaiblissement, reste très relatif et apparaît surtout par rapport à l'évolution de la géopolitique mondiale. La France la prend en compte quand elle s'engage dans la première guerre du Golfe (1991) puis en Afghanistan (depuis 2001), s'implante à Abu Dhabi, veille à la sécurité maritime au large de la Corne de l'Afrique.

La France, puissance moyenne, dont le poids économique est passé en 30 ans du 5^{ème} au 8^{ème} rang mondial (en ppa), n'a guère d'autre choix que le pragmatisme et le multilatéralisme. Renoncer aux postures péremptives et admettre lucidement l'évolution des rapports de force, ne condamne pas obligatoirement la diplomatie française à la paralysie et à l'immobilisme. Dans un monde devenu polycentrique voire multipolaire, plus instable que jamais et sans arbitre incontesté, la négociation internationale pour organiser la sécurité collective (au sens large du terme incluant le droit des affaires et le droit des biens communs de la planète) est la meilleure carte pour préserver l'influence de la France en conformité avec « ses » valeurs (droits des peuples à l'autodétermination, Etat de droit et bonne gouvernance, régulation des marchés, et plus récemment, développement durable). Le Président de la République n'est pas totalement impotent : il peut déclencher ou bloquer, freiner ou faciliter, avec l'ambition secrète d'être le chef d'orchestre du concert des nations.

A cet égard, l'Union européenne est une excellente école d'apprentissage de la réalité et du multilatéralisme, pour transformer l'arène en forum. Mais, et c'est la principale exception au large consensus intérieur qui était la politique extérieure de la France, l'Europe ne fait plus rêver les Français. Elle tend même à leur faire peur. Or une France solitaire, faible à Bruxelles ou en désaccord prolongé avec Berlin, n'a aucune chance d'être forte dans le monde. Pour autant, la définition et la mise en œuvre d'une position commune aux 27 n'est jamais facile, ni même à trois (Paris, Berlin, Londres), et pas seulement sur les questions de politique extérieure et de sécurité.

Le candidat ne doit jamais chercher à tout dire en même temps. Pour sérier les thèmes du sujet, il pouvait arbitrer entre **deux types de plans**. On peut d'abord estimer que les défis économiques, sociaux et géopolitiques sont indissociables. Ainsi, le défi allemand longtemps seulement économique, devient aussi géopolitique avec la réunification de l'Allemagne et l'élargissement de l'UE aux PECO. La crispation identitaire se situe à la croisée d'une crise sociale, consécutive à la concurrence libéralisée, et d'une crise politique, causée par la remise en question de la souveraineté nationale et de l'influence française dans le monde. Comme en outre le libellé du sujet induit une articulation dialectique, la bonne conduite de la démonstration consiste à définir d'abord les défis dans un tableau synthétique des grandes questions qui interpellent (provoquent) la France et les Français (I), puis à dresser un bilan des réponses (réactions, stratégies) en distinguant les adaptations réussies (II) et les effets pervers, les limites, les échecs, les refus (III). On peut intervertir ces deux parties pour conclure sur la perspective optimiste de résultats encourageants et sur les conditions requises pour améliorer le bilan.

On peut aussi préférer l'étude successive des défis économiques, sociaux et géopolitiques, avec des transitions soignées entre les parties pour atténuer l'effet de tiroirs. Les liens sont d'ailleurs évidents entre les registres économiques et sociaux, entre les rapports de force géopolitiques et leur substrat économique et social. Ce fil conducteur a le grand mérite de ne pas séparer les défis des efforts entrepris pour les relever. Les bilans seront d'autant plus nuancés qu'on pourra souligner que certaines stratégies d'adaptation sont aussi des défis. Par exemple, quand son économie décroche par rapport à l'Allemagne, la France adopte en 1983 la politique du franc fort pour passer de la compétitivité-prix à coup de dévaluations répétées à la compétitivité structurelle par la désinflation durable et la qualité des produits. Avec les excédents commerciaux des années 1992-2003, elle croit avoir bien relevé le défi de la compétitivité industrielle et accepte volontiers de remplacer le franc par l'euro, que l'Allemagne conçoit comme un mark européen. Pour autant, l'euro est aussi un défi pour la France qui perd sa souveraineté monétaire, et pour les Français condamnés à subir le « modèle allemand ». Le non de 2005 dément le oui de 1992.

Par rapport à ces schémas, qu'on peut aussi croiser, beaucoup trop de candidats conçoivent des constructions aberrantes :

- plan chronologique répétant trois fois (années 1980, 1990, 2000) les mêmes défis économiques et sociaux, ou limitant les défis constants à certaines périodes ;
- plan géographique des défis intérieurs, régionaux (européens) et mondiaux ;
- plan exposant en première partie les conséquences sociales de la mondialisation ;

- plan étudiant d'abord le poids politique de la France, puis ses difficultés économiques, enfin sa politique énergétique.

La majorité des copies souffrent moins d'un manque de savoir que d'un **grave déficit de réflexion**. La propension à préférer déverser des « connaissances » désordonnées sur la France plutôt que de serrer le sujet de près pour le traiter correctement, a augmenté la proportion des notes médiocres. Nous l'avions pourtant déjà déplorée l'an dernier quand, à la question des « rôles de l'Union européenne », les candidats avaient répondu par « forces et faiblesses de l'Europe ». La plupart des candidats ne conceptualisent pas les défis, qu'ils assimilent aux contextes qui les ont générés. La mondialisation, la crise énergétique, le vieillissement démographique, l'évolution du monde de la bi à la multipolarité sont évoqués, mais pas analysés en termes de défis auxquels sont confrontés la France et les Français.

Les dérives par rapport à l'intitulé du sujet déçoivent d'autant plus qu'elles suivent une bonne introduction. Même si la notion de défi est rarement définie avec précision, beaucoup de candidats donnent d'abord l'impression d'avoir bien compris le sujet. Puis le contenu devient autre chose, jusqu'à évacuer la notion de défi, et le mot lui-même. Certains candidats traitent visiblement un autre sujet, comme *le modèle français face à la mondialisation*. L'évocation de ce modèle n'est pas hors sujet, mais les candidats se contentent le plus souvent de reproduire un corrigé : la description du modèle, en fait de la France pendant les trente Glorieuses prolongées jusqu'en 1982 (I), la remise en cause du modèle (II), le modèle et la crise de 2008 (III). Les aspects géopolitiques ne sont pas traités ou très mal, en tout cas jamais en référence à un modèle gaulliste. Pour d'autres candidats, *la France est-elle en déclin ? Peut-on parler d'exception française ?*

La copie standard s'exonère de toute problématique. Elle se réduit à une énumération surréaliste de faits non argumentés (on saute du « jardin des fleurs » au « raton laveur ») et/ou d'affirmations générales sans contexte ni exemples démonstratifs, sous les rubriques atouts, forces, faiblesses, problèmes de la France. Rappelons que l'exemple ne doit pas être un simple élément de récit, mais un argument démontrant l'idée qui le précède. Les candidats décrivent les mutations économiques, plus rarement sociales, sans avoir préalablement caractérisé les défis. Par exemple, le chômage structurel souvent expliqué uniquement par les délocalisations, n'est jamais analysé comme un défi (« contre lequel on a tout essayé »), par les contradictions qu'il reflète et induit. Or il peut être interprété comme la rançon de stratégies pertinentes des employeurs face au défi de la concurrence internationale, la délocalisation étant l'une d'elles. Les candidats, très sensibles à la concurrence des pays à bas salaires, ignorent le bénéfice de la consommation des produits importés à bas prix. Ils expriment une vision exclusivement négative de la mondialisation sans percevoir l'intérêt de relever le défi de l'ouverture. La distinction entre la France et les/des Français laisse indifférents bon nombre de candidats, sauf ceux qui consacrent maladroitement une partie entière à opposer la France au « peuple français archaïque dans ses idées ». En revanche, quelques excellents candidats analysent avec finesse et pondération les relations entre le peuple français et les élites du pays. La plupart des candidats pensent difficilement les défis de l'interdépendance et de la capacité d'influence de la France, dont la vision géopolitique fait l'objet de jugements caricaturaux. Ils ignorent ou sous-estiment les moyens militaires de la France, nain géopolitique condamné à un *soft power* dérisoire (Francophonie) ou angélique (droits de l'homme). Heureusement, nous avons encore la Françafrique ! L'analyse par le prisme européen est faible ou simpliste (l'Europe vue comme la solution), le « printemps arabe » absent, le contenu du discours de La Baule ignoré. L'année 1989 et le défi allemand sont rarement mentionnés. D'une manière générale, l'inscription historique est insuffisante. La mondialisation et le déclin tombent sur la France comme une fatalité intemporelle, et Mitterrand (dont le nom est systématiquement estropié) privatise en 1986.

« Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde » (Albert Camus) : « face à la montée des pays émergents, les Français résistent et s'accrochent à leurs triomphes passés », « face à la crise de la dette, la fin de la France semble proche », « les Français sont trop vieux et ne font pas assez d'enfants », « la France veut rester dans la course à la mondialisation au temps de la dérive des continents et du

basculement du monde », « la France s'impose de par sa diplomatie », mais elle « doit gagner en souveraineté », « elle peut enjamber son déclin car elle possède plus d'un tour dans son sac », « la France sait faire entendre sa voix, tant et si bien qu'elle est aujourd'hui la seule à émettre un son de cloche quant à l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne ». Dans trop de copies, l'écriture peu soignée est assortie d'un style relâché ou familier (« Sarko »), émaillée d'un nombre considérable de fautes d'orthographe, la plus fréquente privant les Français de majuscule.

L'épreuve d'histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain, n'est pas un test de mémoire mais un exercice de culture. Le nombre de candidats qui tiennent sur la France des discours aussi superficiels et stéréotypés, nous semble franchement inquiétant. Heureusement, d'excellentes copies attestent d'une bonne compréhension des problèmes de notre temps et d'une grande maturité dans le jugement, témoignent d'une vision de la France sans illusions mais sans désespérance. Les admissibles à l'ESSEC ont obtenu une note moyenne de 13 à l'épreuve (71 % entre 12 et 20).

Correcteurs : Cédric ALLMANG, Nicole ANQUETIL, Nicolas BALARESQUE, Luc BERGER, Patrick BONToux, Michel BOULIOU, Pascal BROUILLET, Martine CITRON, René-Eric DAGORN, Marie-Christine FABRE-CECCARELLI, Franck FAVIER, Marguerite GRAFF-LANGLOIS, Dominique HAMON, Jean KOGEJ, Marie-Gabrielle LACHMANN, Hélène LAFAYE-FOUHETY, Yannick LEFUR, Pierre-Yves LEGRAS, Alain MICHALEC, Anne MICHELON, Stéphanie MORILLON, Yves MORLA, Frédéric MUNIER, Traian SANDU, Marie STERN, Cédric TELLENNE, Vincent THEBAULT, Hélène VEVE.